



Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :
083-248300543-20250414-lmc1372788-DE-1-1
Date de validation par la préfecture : mercredi 16 avril 2025
Date de publication : 17/04/2025

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 14 AVRIL 2025**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16		
QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
14	0	2
OBJET DE LA DECISION		
N° 25/206		
ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE 60 000 EUROS A L'ASSOCIATION DE DEVELOPPEMENT DES ENTREPRISES TOULON OUEST (ADETO) - ANNEE 2025 - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

ABSENTS :

M. Cheikh MANSOUR, M. Ange MUSSO.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 25/206

BUREAU DU 14 AVRIL 2025

**O B J E T : ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE 60 000 EUROS
A L'ASSOCIATION DE DEVELOPPEMENT DES
ENTREPRISES TOULON OUEST (ADETO) - ANNEE
2025 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU l'avis favorable de la Commission Attractivité Economique et Développement Numérique du jeudi 6 février 2025 pour l'attribution d'une subvention de 60 000 euros à l'Association de Développement des Entreprises de Toulon Ouest (ADETO) pour réaliser son programme d'actions en 2025,

CONSIDERANT la demande de subvention de l'ADETO de 60 000 euros pour un budget total de 185 000 euros (hors contribution et bénévolat) pour la réalisation de son programme d'actions en 2025,

CONSIDERANT que l'ADETO a pour vocation de fédérer les entreprises du Pôle d'activités Ouest autour d'actions communes et de solutions mutualisées afin de développer leurs activités sur le plan économique, social et environnemental,

CONSIDERANT que l'ADETO représente sur plus de 800 hectares, un potentiel économique de 1 500 entreprises et 17 000 emplois sur les communes de Six-Fours-Les-Plages, La Seyne-Sur-Mer, Ollioules et dont le Pôle d'activités est le plus important du Var,

CONSIDERANT que le Pôle d'activité de l'ADETO se trouve au cœur du périmètre « Territoires d'Industries »,

CONSIDERANT que l'ADETO a pour objet la promotion, la défense des entreprises membres et la mise en place de services facilitant le quotidien des entreprises adhérentes sur la zone de Toulon-Ouest,

CONSIDERANT que l'Association assure un rôle d'interface entre les pouvoirs publics, les collectivités et les entreprises,

CONSIDERANT les actions de l'ADETO attendues en 2025, à savoir soutenir les entreprises de Toulon-Ouest et favoriser leur relance économique, favoriser les relations inter-entreprises et inter-salariés, œuvrer en faveur de l'intégration territoriale, contribuer au rayonnement du Pôle d'activités, poursuivre les actions visant à l'exemplarité sociétale et environnementale, développer les sources de financement privées,

CONSIDERANT qu'en cette période le soutien de la Métropole Toulon Provence Méditerranée reste essentiel afin de permettre à l'ADETO de poursuivre la dynamique engagée et son programme d'actions 2025,

CONSIDERANT la convention « programme d'actions 2025 », ci-jointe,

Et après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE 1

D'ADOPTER les termes de la convention ci-jointe.

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer la convention ci-annexée avec l'ADETO en vue de l'attribution d'une subvention de 60 000 euros, soit 32,43% maximum du cout total du programme d'actions pour l'année 2025 hors contribution ou bénévolat.

ARTICLE 3

DE DIRE que le montant sera revu en fonction des dépenses effectivement réalisées selon les modalités de calcul prévues à l'article 5 de la convention sans dépasser le montant maximum ci-dessus attribué.

ARTICLE 4

D'INSCRIRE cette dépense au Budget Principal 2025, opération 301240 - article : 65748 -- fonction : 61.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 14 avril 2025

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	14
CONTRE	0
ABSTENTION	0



CONVENTION DE SUBVENTIONNEMENT POUR L'ANNEE 2025
ASSOCIATION DE DEVELOPPEMENT DES ENTREPRISES DE TOULON OUEST
« ADETO »
PROGRAMME D'ACTIONS

Entre :

- **La Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE**, ayant son siège à l'Hôtel de la Métropole – 107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président en exercice, **Monsieur Jean-Pierre GIRAN**, dûment habilité par une décision du Bureau métropolitain n° en date du

Ci-Après désignée « La Métropole »

Et

- **L'association de Développement des Entreprises de Toulon Ouest « ADETO »** régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, ayant son siège à SIX-FOURS-LES-PLAGES, 830 boulevard de Léry représentée par le responsable dûment mandaté, **Monsieur Michel CRESP** son Président habilité à cet effet par les statuts de l'association.

Ci-Après désigné « L'Association »

Il est préalablement exposé ce qui suit :

L'Association de Développement des Entreprises de Toulon Ouest (ADETO) a pour vocation de fédérer les entreprises du Pôle d'Activités Ouest autour d'actions communes et de solutions mutualisées. L'enjeu est de faciliter le développement de leurs activités sur les volets économique, social et environnemental.

L'ADETO représente, dans un périmètre de plus de **800 hectares**, un potentiel de **1500 entreprises** et **17 000 emplois** sur les communes de Six-Fours-les-Plages, La Seyne-sur-mer, et Ollioules. Le pôle d'activités de Toulon-Ouest est le premier pôle d'activités du Département du Var et l'un des plus importants de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur. Depuis de nombreuses années, le Pôle d'activités se développe et a obtenu des reconnaissances régionales telles que le 1^{er} Prix des

Trophées RSE PACA en 2015, ou encore le Label Parc+ Niveau 1 pour la première fois en 2018, renouvelé en 2022 puis en 2024 pour 3 ans. Enfin, le pôle d'activité se trouve au cœur du périmètre « Territoire d'Industries » parmi 12 communes de la métropole TPM.

En 2025, l'ADETO positionnera ses actions collectives de la manière suivante afin de remplir ses grands objectifs :

- Soutenir les entreprises du territoire et favoriser l'économie locale.
- Favoriser les relations inter-entreprises et inter-salariés.
- Favoriser l'intégration territoriale et contribuer au rayonnement du Pôle d'activités.
- Assurer un rôle d'interface entre les pouvoirs publics, les collectivités et les entreprises.
- Poursuivre les actions visant à l'exemplarité sociétale et environnementale.
- Poursuivre le développement des sources de financement privées.
 - o En augmentant le nombre d'adhérents (revenu à présent au niveau de l'avant-Covid)
 - o En développant les actions génératrices de ressources privées (partenariats, sponsoring, location salle de réunion, nouvelle offre destinée aux entreprises majeures du territoire...),
 - o En se positionnant sur de nouveaux appels à projets nationaux et/ou régionaux.

L'association emploie actuellement deux salariés en charge du Développement et de la communication et du développement durable. Au cours de l'année 2024 une nouvelle chargée de mission Développement Durable a été recrutée.

Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole au projet défini en annexe I que l'Association s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification.

Cette convention est conclue pour l'année 2025.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à :

- Mettre en œuvre le projet, objet de la présente convention,
- Mentionner le soutien apporté par la Métropole notamment en apposant son logo sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins,
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'association. L'Association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Métropole s'engage à soutenir financièrement, pour l'exercice 2025, l'association de Développement des entreprises de Toulon Ouest (ADETO) à hauteur de **60 000 euros conformément au budget prévisionnel en annexe II de la présente convention.**

Ce montant sera inscrit au budget principal 2025 : opération 301240 - article : 65748 -- fonction : 61

Le concours apporté à la réalisation du projet porte sur 32,43 % (hors contribution ou bénévolat) pour l'année 2025 du montant des dépenses subventionnables, représentant la limite supérieure de la participation de la Métropole.

ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La participation financière de 60 000 euros sera versée au bénéficiaire selon les modalités suivantes :

- Un acompte de 70 % soit **42 000 euros**, à la notification de la convention,
- Le solde, soit **18 000 euros** (30%) après la remise des pièces justificatives suivantes :
 - ✓ Un compte-rendu financier (si la subvention est accordée en vue de la réalisation d'une action ou d'un projet spécifique) conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiée par la loi n° 2022-217 du 21/02/2022 (formulaire Cerfa n° 15059*02). Ce compte-rendu financier devra comprendre un bilan qualitatif du projet ainsi qu'un état détaillé des dépenses attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, ainsi qu'une explication des données chiffrées,
 - ✓ Un rapport annuel d'activités,
 - ✓ Les comptes annuels de l'exercice certifiés par le Président de l'association ou par un expert-comptable (*si les aides publiques sont supérieures à 75 000 euros*), bilan, compte de résultats et annexes ainsi que le rapport du commissaire aux comptes s'il y a lieu d'en désigner un (*obligatoire pour les associations bénéficiant d'aides publiques supérieure à 153 000 euros*).

Les pièces nécessaires pour le versement du solde doivent être communiquées au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

Les documents attestant de la réalisation du projet doivent être adressés à la Métropole par voie dématérialisée au service instructeur ou par courrier RAR.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par l'Association lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole. Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Dans le cas où, après vérification

des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'association. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du projet.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE L'ASSOCIATION

L'association adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

L'association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par son Président *(si le total des aides publiques est compris entre 23 et 75 000 euros)*

L'association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par un expert-comptable *(si le total des aides publiques est supérieur à 75 000 euros)*,

L'association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par un commissaire aux comptes *(si le total des aides publiques est supérieur à 153 000 euros)*

L'Association valorise et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels

L'Association doit communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, l'ensemble des documents visés à l'article 5 de la présente convention.

ARTICLE 7 : CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, l'Association s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur

simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion

ARTICLE 8 : EVALUATION DU PROJET

Les parties s'engagent mutuellement à procéder en fin d'exercice à une évaluation du projet sur la base de critères :

- Quantitatifs : Nombre d'adhérents et d'actions collectives et/ou individuelles menées auprès des entreprises de l'écosystème de l'association « ADETO »,
- Qualitatifs : Noms des adhérents, types d'entreprises accompagnées, et nature des actions collectives et/ou individuelles menées auprès des entreprises de l'écosystème de l'association « ADETO »

Ces indicateurs devront être renseignés sur la base des éléments définis en annexe I de la présente convention et figurer dans les pièces justificatives transmises au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étape réguliers avec l'association afin de mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. A cette fin, l'association s'engage à mettre à disposition tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

ARTICLE 9 : SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

En cas d'inexécution par l'Association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 5, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'association par courrier recommandé avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'Association à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification.

Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 : RENOUVELLEMENT

La convention est conclue pour l'année 2025. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

En cas de demande de renouvellement, l'Association procédera au dépôt d'un nouveau dossier de demande de subvention.

ARTICLE 12 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES

L'Association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : donnees_personnelles@metropoletpm.fr
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex www.cnil.fr

ARTICLE 14 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

ARTICLE 15 : ANNEXES

Sont annexées à la présente convention :

- Le programme d'actions 2025 (annexe 1),
- Le budget prévisionnel (annexe 2).

Les documents annexés font partie intégrante de la présente convention. En cas de contradiction, la convention prévaut sur les documents annexés.

Fait en deux exemplaires originaux, en français

A Toulon, le

<p>Pour l'Association de Développement des Entreprises Toulon-Ouest « ADETO »</p> <p>Le Président Michel CRESP</p>	<p>Pour la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE</p> <p>Le Président Jean-Pierre GIRAN</p>
---	--

ANNEXE 1

PROGRAMME D' ACTIONS 2025 « ADETO »

● VOLET « ENVIRONNEMENTAL » :

⇒ Actions poursuivies en 2025:

- Gestion mutualisée des déchets.
- Démarche Plan de Mobilité Inter-Entreprises / Ecomobilité : Relais de la Métropole TPM sur le Pôle d'activités Toulon Ouest, promotion de la mobilité durable, membre du club Mobilité Employeur TPM.
- Site de compostage partagé dédié aux professionnels du Pôle d'activités
- Collecte et recyclage de matériel informatique usagé en entreprises
- Collecte et valorisation des mégots de cigarettes des entreprises
- Livraison de fruits et légumes bio en entreprise

⇒ Nouveautés 2025 :

- Construction et déploiement d'un nouveau programme d'actions EIT 2024 – 2026 avec mutualisations d'achats, actions de sensibilisation et de communication, partage d'expérience sur les labels et les certifications ainsi qu'un accompagnement aux démarches sociales et environnementales.
- ⇒ Implication au titre du Plan de Mobilité Inter-Entreprises / Ecomobilité :
 - Participation active à des réflexions visant à proposer des solutions de stationnement/ circulation et à optimiser l'irrigation du Pôle d'Activités par les transports en commun.
 - Elargissement des opérations de communication en promouvant des modes de déplacements alternatifs et en diffusant l'information à travers une Newsletter.
- ⇒ Réflexion sur une amélioration des déplacements domicile-travail (état des lieux, concertation avec les parties prenantes et proposition d'un plan d'actions).
- ⇒ Participation à la mise en œuvre du Programme d'Actions et de Prévention des Inondations des Petits Côtiers Toulonnais (PAPI PCT) : Membre du collège Activités Economiques, relais aux entreprises.
- ⇒ Participation aux travaux du Conseil de Développement de TPM.
- ⇒ Membre fondateur et actif de l'Association Var Economie Circulaire.
- ⇒ Participation au Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA).
- ⇒ Membre du Portail Régional de l'Economie circulaire (Preci) et du Réseau National d'Ecologie Industrielle et Territoriale (Synapse).

● VOLET « ANIMATION ÉCONOMIQUE » :

⇒ Actions reconduites en 2025 :

- Organisation du Printemps des Entreprises,
- Organisation de rencontres inter-entreprises : Diner Tournant annuel, AfterWorks inter-réseaux, commercialisation de packs.
- Partenaires/communication/sponsoring, cérémonie des vœux, déjeuners mensuels ADETO Business Club, petits déjeuners thématiques mensuels, rendez-vous Découverte bi-mensuels, tournoi foot inter-entreprises, réunion avec les élus locaux, accueil des nouveaux arrivants/adhérents.
- ⇒ Action nouvelle en 2025 : Création d'une nouvelle offre destinée aux entreprises majeures du territoire, enquête terrain à 360 degrés pour recenser les besoins des entreprises et apporter des conseils.

⇒ Exploitation des espaces locatifs (situé au cœur des Playes) : 2 salles de réunion tout équipée (location à la demi-journée, journée, semaine...) / animations régulières / coin détente, machine à café, thé, tisanes/ fibre TPM.

- **VOLET « SERVICES ET EQUIPEMENTS » :**

⇒ Actions poursuivies en 2025 :

- Supports de communication : Le Mag semestriel « l'ADETO NEWS », Newsletter mensuelle, Site internet, page Facebook, Bourse de l'Immobilier d'entreprises, etc..
- Poursuite de la démarche d'achats mutualisés.
- Amélioration des déplacements et du stationnement.
- Enrichissement du CRM (logiciel de gestion relation entreprises), développé en 2020.

⇒ Nouveautés 2025 : Ouverture d'une page LinkedIn

- **VOLET « INTÉGRATION TERRITORIALE » :**

⇒ Actions poursuivies en 2025 :

- Gestion de l'espace : Réaliser un rôle d'interface entre TPM et les entreprises pour l'entretien des espaces publics ; Accompagner les opérations de reconquêtes des espaces publics ; Accompagner la mise en place d'actions d'information des opérations de travaux réalisés sur le Pôle d'Activités.
- Participation à la concertation publique pour les grands aménagements du territoire.
- Participation à la valorisation de l'image et à la promotion des atouts du territoire (promotion de l'image unifiée du Pôle d'activités, communication auprès des entreprises des grandes initiatives territoriales).
- Meilleure intégration des différentes ZAE.
- Participation aux travaux et réflexion du Conseil de Développement de TPM.
- Participation à la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL)

- **ACTIONS À CARACTÈRE SOCIÉTAL – RSE**

- ⇒ Actions en faveur de l'emploi et de la formation : Accompagner les entreprises dans la gestion des Ressources Humaines, favoriser la montée en compétences et le recrutement, et poursuivre les travaux de la Commission RH et Recrutement.
- ⇒ Actions de sensibilisation à la RSE : sensibiliser aux Objectifs de Développement Durable de l'ONU, sensibiliser à l'impact des transitions, et poursuite des actions en faveur d'une mobilité durable.

④ Budget prévisionnel : Plan de financement prévisionnel 2025

DEPENSES		RESSOURCES	
VENTILATION PAR AXES		RESSOURCES PUBLIQUES	
Axe 1 – Intégration environnementale	40 000 €	TPM - Fonctionnement	96 800 €
Axe 2 – Intégration territoriale	46 000 €	Etat / ADEME	60 000 €
Axe 3 – Animation économique	48 000 €	Conseil Régional SUD Paca	15 900 €
Axe 4 – Services et Equipements	42 000 €	TPM - Action spécifique	15 900 €
Axe 5 - Sociétal	9 000 €		5 000 €
TOTAL DEPENSES	185 000 €	RESSOURCES PROPRES ET PRIVÉES	88 200 €
Valorisation BENEVOLAT	15 000 €	Adhésions ADETO	60 000 €
		Communication / Partenariats	18 000 €
		Prestations de services (dont quote part inv.)	10 200 €
TOTAL DEPENSES avec BENEVOLAT	200 000 €	TOTAL RESSOURCES	185 000 €
		Valorisation BENEVOLAT	15 000 €
		TOTAL RESSOURCES avec BENEVOLAT	200 000 €